

Paul Furlan :

« Je reste inquiet mais confiant »

Le Ministre wallon de l'énergie et du climat, le socialiste Paul Furlan, représentera la Belgique lors de la prochaine Conférence pour le Climat, à Paris. Quelles sont ses ambitions et ses contraintes ?

Dans les grandes lignes, quelles mesures allez-vous défendre lors du Sommet climatique à Paris ?

Paul Furlan : Dans le cadre de la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements climatiques, l'Europe parle d'une seule voix. La position belge a été défendue lors des Conseils des Ministres européens de l'Environnement. La Wallonie s'est déjà engagée à réduire d'au moins 40% ses émissions de gaz à effet de serre en 2030, dans la continuité de son objectif de réduction de 20% pour 2020. A Paris, l'Union européenne devrait également annoncer de nouveaux engagements dans le financement international de la lutte contre le réchauffement climatique. De manière globale, nous souhaitons qu'un accord ambitieux, durable, légalement contraignant, applicable à toutes les Parties, soit adopté.

De votre point de vue, les mesures envisagées sont-elles suffisamment ambitieuses pour rester en dessous de la barre des 2°C de réchauffement ?

Si l'on devait adopter la somme des objectifs exprimés dans les déclarations d'intention des parties à la convention, nous serions dans un scénario d'augmentation de température moyenne de l'atmosphère d'environ +3°C par rapport à la température « pré industrielle ». Selon le dernier rapport du Groupe Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), cela conduirait à une situation dangereuse pour l'avenir de l'homme et de la vie sur la planète avec une forte probabilité d'événements climatiques extrêmes et de phénomènes irréversibles comme la fonte complète des glaciers continentaux et le dégel des sols en permanence gelés de l'hémisphère nord (permafrost).

Il est donc évidemment essentiel que les pays entrent en négociation à Paris avec un mandat d'augmenter le niveau d'ambition. C'est le cas de l'Europe. Il y a des signes plutôt positifs du côté des USA et de la Chine. Je suis plus inquiet sur la marge de manœuvre de certains autres pays émergents et de l'Australie.

On voit que même dans notre propre pays, il est difficile de trouver un accord pour répartir l'effort entre les trois Régions. Pensez-vous qu'il est possible de s'accorder à 195 pays sur des mesures fortes et contraignantes ?

La comparaison est audacieuse. A cette heure, je pense effectivement qu'un accord est possible. Si je compare la situation « pré COP21 » avec celle qui prévalait avant la précédente Conférence, à Copenhague en décembre 2009, je juge que le texte de négociation est bien plus avancé. Je reste inquiet mais confiant dans l'aboutissement. Par ailleurs, quoi qu'il soit décidé à Paris, j'encourage et je soutiens les actions concrètes - notamment éducatives - que chaque citoyen peut mettre en œuvre ici en faveur du climat.

Les ONG disent que les engagements de l'Europe, et donc de la Belgique, considérée comme une pionnière, ne sont pas suffisants, notamment parce qu'elle fait usage de crédits carbone, qui lui permettent d'acheter des « droits à polluer ». Qu'en pensez-vous ?

Tout citoyen doit penser naturellement que les efforts sont insuffisants en regard des conséquences du réchauffement climatique ! Nos engagements résultent toujours de compromis entre une réalité de crise que nous vivons et un futur incertain, basé sur un niveau d'adaptation que nous pourrions accepter. Objectivement, je trouve que les engagements européens sont résolument ambitieux. Je me sens particulièrement à l'aise sur ces aspects car la Wallonie a respecté ses propres objectifs du Protocole de Kyoto sans avoir recours à cette flexibilité permise par les droits d'émission.



« Nous souhaitons un accord ambitieux, durable, légalement contraignant »

Comment, en tant que pouvoir politique, faire la part entre les enjeux des entreprises, des syndicats et des ONG ?

Tout décideur politique se doit, à un moment, de procéder à des arbitrages nécessaires. Et bien, figurez-vous qu'ils ne sont pas extrêmement compliqués lorsque qu'il est question du positionnement « climat » à l'échelle internationale. En effet, tous ces acteurs partagent une vision commune : il est nécessaire de s'affranchir petit à petit du recours aux énergies fossiles, polluantes et surtout de plus en plus rares et chères. Mais bien entendu, on doit intégrer les inquiétudes des uns et des autres. Les risques de perte de compétitivité et de dumping environnemental exprimés par les entreprises. La dimension d'une transition juste, respectant les droits sociaux de la part des organisations syndicales. Le financement de l'adaptation dans les pays le plus vulnérables poussé par les ONG de développement. Et, bien sûr, l'urgence d'une réaction forte et rapide pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre devant l'accélération du phénomène exprimée par les associations environnementales.

Propos recueillis par Christophe Dubois